

Literature

Art, David, 2011. *Inside the radical right. The development of anti-immigrant parties in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Akkerman, Tjitske, Sarah L. de Lange and Matthijs Rooduijn, eds. 2016. *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Into the Mainstream?* New York: Routledge.

Wolinetz, Steven and Andrej Zaslove, eds. In Press. *Absorbing the Blow. Populist Parties and their Impact on Parties and Party Systems*. Colchester: ECPR Press.

Minority Rules. Electoral Systems, Decentralization, and Ethnoregional Party Success

Lublin, David

New York, Oxford University Press, (2014), 532 p., ISBN 978-0-19-994884-0

Les politologues, un peu comme les médecins, sont surtout attirés par des maladies difficilement curables, voire inguérissables.¹ Ainsi, les études essayant d'analyser et d'expliquer les guerres civiles, les violences inter-ethniques, la destruction des structures étatiques, les sécessions et j'en passe, occupent des rayons entiers des bibliothèques en sciences sociales. Bien plus rares sont les analyses centrées sur des pays qui ont réussi, dans des contextes *a priori* complexes, à créer et à garder leurs institutions démocratiques. Les échecs passionnent plus que les succès.

A titre d'exemple, ces dernières années, de nombreuses études comparées ont été publiées sur le succès des partis ethniques et/ou régionalistes en Irlande du Nord, en Catalogne, en Flandre, mais également en Israël, en ex-Union soviétique, en ex-Yougoslavie, ou plus vastement encore, en Afrique sub-saharienne, en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est. A juste titre, on souligne souvent le fait que, dans beaucoup de ces pays ou régions sous-étatiques, ce qui manque est la présence de partis multi-ethniques, capables de regrouper les intérêts des citoyens provenant de groupes différents. Or, à ma connaissance, pas une seule étude ne s'est posée la question ou a tenté d'expliquer pourquoi tous les partis présents au Parlement fédéral suisse sont plurilingues (ou « multi-ethniques ») et pourquoi, contrairement aux partis belges dès les années 1960, ils ne sont pas scindés selon la frontière linguistique. Il est tout à fait possible que beaucoup de chercheurs croient connaître la réponse ou qu'ils la trouvent évidente. Tout ceci ne fait que confirmer notre soupçon initial selon lequel les histoires de succès intéressent moins que les échecs, bien que l'on ne saurait pas ignorer les travaux des chercheurs tels que Karl Deutsch, Clive Church, Arend Lijphart, Jonathan Steinberg et Jürg Steiner, parmi d'autres, qui ont été attirés par le succès de la Suisse avec l'intégration de ses différentes composantes linguistiques.

Dans ce contexte, le nouveau livre de David Lublin offre une bouffée d'oxygène aux chercheur(e)s intéressé(e)s par les défis de la démocratie dans les sociétés culturellement hétérogènes. En effet, Lublin s'intéresse aux facteurs influençant la représentation des minorités ethno-régionales dans les pays qui sont à la fois pacifiques et démocratiques, en excluant donc d'emblée les pays « où les tensions ethniques sont actuellement résolues

¹ Je remercie Catherine Xhardez pour avoir relu ce texte et pour ses suggestions pertinentes.

surtout par la violence » (p. 15). Les élections, de 1990 à 2012 et dans plus que 80 pays, y sont analysées, en s'appuyant à la fois sur des méthodes quantitatives et sur des analyses historiques et contextuelles de cas particuliers. Grâce à sa dissection méticuleuse des différents cas et une application judicieuse de la méthode comparée, Lublin est en mesure de présenter des conclusions robustes, fiables et généralisables.

Sa question de recherche principale est d'expliquer la saillance des clivages ethno-régionaux et le succès électoral des partis ethno-régionaux. Son approche privilégie les facteurs institutionnels, en se distanciant explicitement des théories basées sur les ressources économiques et de celles orientées sur le choix rationnel et stratégique des acteurs politiques. Dès lors, l'analyse se concentre sur l'impact (a) des systèmes électoraux (chapitres 2 à 4), (b) des règlements électoraux (tels que les quotas, les seuils électoraux, le redécoupage des circonscriptions), censés aider ou entraver les partis ethno-régionaux (chapitres 5 à 7), et (c) de la décentralisation (chapitres 8 à 10).

L'une des conclusions les plus intéressantes de cette étude concerne le fait que les partis ethno-régionaux « prospèrent dans des systèmes électoraux majoritaires » (p. 67), à condition que les minorités que ces partis représentent soient concentrées territorialement. Cette conclusion est bien évidemment en contraste avec la plupart de la littérature pertinente, notamment l'approche consociationnelle, qui conseille toujours d'utiliser la représentation proportionnelle (RP). Cela dit, la RP facilite aussi l'émergence et le succès des partis ethno-régionaux mais les opportunités que ce système offre dépendent considérablement d'autres facteurs, tels que la taille des circonscriptions, le seuil électoral, ainsi que la taille des groupes minoritaires (p. 112).

En ce qui concerne la décentralisation, cette étude ne présente pas de nouvelles preuves permettant de savoir si la création des régions autonomes à l'intérieur d'un Etat tend à un apaisement ou à une intensification du conflit ethnique (p. 331). Néanmoins, elle montre que la décentralisation, en passant par des partis ethno-régionaux, ne stimule pas nécessairement le conflit ethnique.

Les lecteurs intéressés par le cas de la Suisse trouveront dans le livre de Lublin une analyse remarquable et généralement correcte de l'histoire et du système politique de la Confédération. La Suisse, en particulier, ne confirme pas la thèse que le fédéralisme, en soi, alimente le succès des partis ethno-régionaux (l'exception éventuelle étant le Tessin et la *Lega dei Ticinesi*, p. 313). L'insuccès des partis en Suisse francophone qui, de temps à autre, ont essayé de défendre une « identité romande » est frappant. Le principal parti suisse classifié par Lublin comme ethno-régional est donc la Lega, le seul parti de cette catégorie qui a participé à toutes les élections fédérales dans la période examinée. Mais Lublin inclut et analyse aussi le succès de tas d'autres listes électorales suisses que l'on ne saurait pas qualifier de « parti » (et *a fortiori* de « parti ethno-régional »). Je pense notamment aux formations éphémères, qui ne se sont présentées aux élections qu'à une seule reprise et qui, souvent, ont été lancées par une seule personne – telles que « Svizzera Italiana » et « Montagna Viva » au Tessin, « Les Rauraques » au Jura bernois, ou encore « Freistaat Unteres Kleinbasel » à Bâle-Ville – et dont le succès électoral, selon les chiffres fournis par Lublin même, était de 0,0% (p. 427).

La principale limite de cette étude réside dans le choix de l'auteur d'exclure tous les pays qui ont connu des épisodes de violence inter-ethnique durant la période examinée et un relatif arbitraire dans la sélection des cas. Bien que, comme remarqué dans le paragraphe initial, on ne peut que saluer le choix de l'auteur d'analyser les cas des « chiens qui n'aboient pas », ceci ne signifie pas que l'on doive exclure des pays relativement paisibles, qui ont connu des épisodes sporadiques de violence, car on risque ainsi de perdre de vue

des cas hautement pertinents pour la question de recherche. Par exemple, le cas de la Macédoine n'a pas été inclus dans l'analyse, mais on y trouve les Pays Basques (et donc l'Espagne), ainsi que l'Irlande du Nord (et donc le Royaume-Uni), malgré le fait que dans ces deux régions les violences communautaires ont causé bien plus de victimes qu'en Macédoine.

Le fait reste qu'à part quelques exceptions – notamment l'étude de Bochsler (2010), focalisée pourtant seulement sur les pays de l'Europe orientale et centrale – je ne connais pas une autre étude aussi riche et aussi détaillée au sujet des minorités ethno-régionales et de leurs partis politiques. Ces derniers sont analysés en portant une attention particulière aux détails concernant l'impact de la « géographie ethnique » et des règlements électoraux, qui vont bien au-delà de la distinction traditionnelle entre les systèmes majoritaires et la RP. Les conclusions de cette étude (cf. aussi Lublin 2015) réaffirment l'importance cruciale des institutions dans la gestion des clivages ethniques.

Nenad Stojanović
Universität Luzern

Références

- Bochsler, D. (2010). *Territory and Electoral Rules in Post-Communist Democracies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Lublin, D. (2015). Electoral Systems, Ethnic Heterogeneity and Party System Fragmentation. *British Journal of Political Science*. Publié en ligne le 15 juin : doi:10.1017/S0007123415000137.